

Dans un article du « Monde » J.S. Servan Schreiber émet sur les relations franco-anglaises, à l'occasion des présentes négociations de Londres un jugement lapidaire qui rite d'être médité: « Tout se passe, dit-il, comme si dans le tumulte de la guerre froide le peuple français faisait confiance d'abord à l'Angleterre. Or rien dans le dossier de la conduite britannique ne justifie objectivement cette confiance. L'Angleterre avait à organiser l'Europe qui n'attendait que de suivre ses directives comme l'ont montré les congrès présidés par Churchill lui-même. Cependant elle n'a rien tenté. Elle a laissé le problème allemand dériver jusqu'à ce qu'il soit posé dans les plus difficiles conditions. Aujourd'hui elle en abandonne à la France toute la responsabilité cherchant seulement qu'un fardeau militaire soit imposé à un rival commercial en plein essor.

« Pour notre entreprise Indochinoise sa vue est plus courte encore. Cependant l'Indochine protège la Malaisie qui rapporte autant de dollars aux Anglais que cette protection nous en coûte. Dans l'alliance atlantique l'Angleterre a compromis chaque fois qu'elle se présentait les chances d'un équilibre réel entre l'Amérique et l'Europe. Elle s'est fait le champion des négociations bilatérales, des plans de réarmement antarciques. Elle a rendu inévitable la misérable compétition pour les subsides américains. Quand on propose, comme à Strasbourg, un plan économique à présenter en commun aux Etats-Unis l'Angleterre non seulement s'en désintéresse mais s'emploie aussitôt à le discréditer à Washington ».

Qu'ajouter ou que répondre à ce réquisitoire? M. Eden lui-même nous a loyalement avertis que son pays ne participerait jamais à une armée européenne et n'abandonnerait en ce domaine, comme en toute autre, une parcelle de sa souveraineté. Sans doute on conclura entre l'armée anglaise et l'armée européenne des accords techniques qui rendront la coopération plus efficace. Mais les Anglais ne maintiendront sur le continent qu'une troupe réduite, qui ne saurait changer le rapport des forces entre la France et l'Allemagne et les contingents anglais seront enoqus de façon assez mobile pour qu'ils puissent être rapidement réembarqués si la situation tournait mal. A quoi bon se nourrir d'illusions? On ne change pas la mentalité des peuples et encore moins la diplomatie qui la reflète. Qu'on le veuille ou non, il n'y a qu'une force au monde susceptible de nous sauver de l'invasion et de la défaite: Celle qui est intervenue en 1917 et en 1941, sans laquelle Anglais et Français auraient pour une fois subi le même sort.

L'idée d'une armée européenne est une idée française; peut-on reprocher aux Etats-Unis, qui ont eu quelque peine à s'y rallier, qu'ils aient adopté notre plan et qu'ils s'impatientent parceque nous avons changé d'avis et qu'ils nous présentent un peu vivement de nous décider. Il n'y a pas de politique de rchange; il n'y en a même pas de concevable.

La Vie Internationale

Mise au point

Il est des moments en France où les passions ordinairement alimentées par les querelles intérieures, se concentrent sur des antagonismes internationaux. L'Angleterre autrefois, l'Allemagne depuis et par accès les Etats-Unis. A l'origine de ces colères souvent une mauvaise conscience issue d'erreurs politiques. L'étranger devient responsable de nos hésitations et de notre impuissance. Nous sommes, à l'endroit des Américains, dans un de ces moments où l'opinion ayant perdu le jugement n'est plus en état de voir clairement les faits. Faisons quand même le point.

Les résultats du voyage Dulles-Stassen.

Le voyage d'information de MM. Dulles et Stassen ne leur a rien appris qu'ils ne savaient déjà. Cependant les Européens ont pu obtenir confirmation qu'en aucun cas, même si le traité de défense européenne n'était pas ratifié par les parlements, il ne serait question de former une armée nationale allemande indépendante. Tout le monde est là-dessus d'accord: Bonn, Paris, Londres et Washington. D'autre part, comme l'Europe est indéfendable sans une armée européenne comportant une participation allemande, il est indispensable de trouver à bref délai une formule satisfaisante pour la réaliser. Les Français soumettront donc à leurs partenaires des protocoles additionnels au traité signé consacrant la liberté d'action de l'armée française dans les pays d'outre-mer et sauvegardant certaines prérogatives de prestige militaire. Enfin on demandera aux Anglais quelques engagements formels qui les associera en principe plus étroitement à la défense du continent. Protocoles et garanties sans grande valeur pratique, qui ne soulèveront pas de grandes objections et permettront, espère-t-on, de rallier au projet un nombre suffisant d'hésitants.

La visite de Dulles à Paris a confirmé également un autre point d'importance: Washington est opposé à toute forme d'association bilatérale anglo-américaine dans le domaine économique. Tout projet monétaire ou tarifaire soumis par Londres devra être discuté et approuvé par les pays du continent; aucune mesure préjudiciable à ceux-ci, qui par exemple, menacerait le fonctionnement de l'Union Européenne des paiements, ou l'organisme européen de coopération économique, ne serait admise par les Etats-Unis. C'est en fonction de ce principe clairement exprimé à Londres que les ministres français vont discuter avec les britanniques.

La situation en Extrême-Orient.

Pour ce qui est de l'Extrême-Orient, la décision de déneutraliser Formose et de rendre par là sa liberté d'action à Tchang Kai Chek n'a rien d'imprévu ni d'absolument nouveau. L'administration Truman, si elle était restée au pouvoir l'aurait certainement adoptée et les changements qu'elle apporte à la situation en Extrême-Orient sont purement théorique, Tchang n'étant pas en mesure de mener une action d'envergure sur le continent chinois.

Reste la question, écartée d'ailleurs pour le moment, du blocus naval de la Chine. On comprend qu'elle inquiète les Anglais et qu'était le motif principal du voyage de Churchill aux Etats-Unis. Sauver leur position de Hong-Kong et le fructueux commerce dont ce port est le centre. On s'explique aussi que les Américains sont las de ces échanges plus ou moins licites qui alimentent la machine de guerre de Mao Tsé Tung en Corée et indirectement la résistance d'Ho Chi Min au Tonkin. Il est probable toutefois qu'Eisenhower se contentera d'appliquer une surveillance plus stricte sur les transactions des marchandises sans recourir à un blocus véritable qui soulèverait plus de difficultés qu'il n'en résoudrait.

Les intentions d'Eisenhower.

Rien d'ailleurs ne laisse prévoir que le président Eisenhower prendra en Extrême-Orient des mesures dangereuses susceptibles d'étendre le conflit tant avec les Communistes qu'avec ses partenaires. Il est beaucoup plus probable que résistant à la pression du Congrès et de l'opinion, il sera bientôt taxé de faiblesse. On peut craindre, en effet, qu'il n'y ait pas de moyen de terminer la guerre de Corée sans grands risques et sacrifices et nous avons de bonnes raisons de penser que les Soviets ne se laisseront pas enlever aisément l'initiative dans la guerre froide. Ils ne tarderont pas au contraire à prendre l'offensive, dont la rupture des relations avec Israël est le prélude, et qui pourra se continuer à Berlin et ailleurs.

En tout état de cause, les risques de guerre mondiale ne dépendent pas des initiatives locales de l'un ou l'autre adversaire. Seul compte l'équilibre des forces et la peur du conflit qui est égale de part et d'autre. Et quand a-t-on vu une démocratie prendre l'offensive en temps de paix et créer délibérément les conditions d'une guerre générale? Elles ont toujours capitulé devant la menace et n'ont pris les armes que lorsqu'on leur avait enlevé le choix d'une autre solution. Toute crainte d'une provocation américaine est absolument sans fondement.